

dirigeants travaillistes n'ont même pas entamé la solution de n'importe quel problème urgent qui se pose devant la classe ouvrière. Les plans de nationalisations, aussi bien celui de la Banque d'Angleterre que celui de l'industrie charbonnière, prévoient des compensations extrêmement lourdes qui grèveront encore davantage une économie déjà fortement menacée d'asphyxie. Les travailleurs, et surtout ceux de l'avant-garde, s'IMPATIENTENT devant cette inactivité gouvernementale. En même temps, ils reconnaissent clairement le caractère traître de la bureaucratie syndicale qui s'est transformée en une véritable machine d'arbitrage, de collaboration de classe, au service de l'Etat et de la bourgeoisie. Ainsi, les 50.000 grévistes ont présenté à Attlee une première traite : messieurs les ministres travaillistes sont-ils prêts à tenir leurs engagements ? En même temps, ils ont clairement fait comprendre aux Donovans et autres bureaucrates trade-unionistes qu'ils doivent s'en aller. Une nouvelle avant-garde se lève, dans la classe ouvrière elle-même, avec les comités de grève chez les dockers, avec les « shop stewards » chez les travailleurs du bâtiment. Elle est d'une autre trempe que l'ancienne. Comme l'a dit le « Times » : « **Les hommes qui ont dirigé les 40.000 dockers dans la grève... les reconduisent au travail, avec la même confiance qui les animait quand ils ont commencé la grève. Ils annoncent le retour au travail uniquement pour une trêve de 30 jours et ils menacent de cesser à nouveau le travail s'ils ne sont pas satisfaits entretemps dans les négociations pour une augmentation des salaires et pour la semaine de 40 heures...** » (3/11). Qu'une direction pareille puisse se consolider, s'organiser nationalement et s'élever jusqu'au niveau d'une nouvelle avant-garde militante permanente, c'est un indice sûr de l'extrême radicalisation des masses. Le Parti Communiste Révolutionnaire de Grande-Bretagne, le seul parti politique qui se soit complètement solidarisé avec la grève, a exercé une sérieuse influence sur le mouvement. Mais la classe ouvrière reste, et restera encore pendant plusieurs mois, fidèle au gouvernement travailliste, bien que sa méfiance croisse en même temps que son impatience. C'est uniquement à travers la rupture des masses avec les sommets politiques du parti travailliste, et avec la transformation de leur lutte en une lutte politique, que le futur juin 36 britannique pourra vaincre et empêcher ainsi que l'expérience de la majorité travailliste ne se termine par une terrible faillite pour le socialisme.

La crise française. En Angleterre, l'état d'esprit des masses est sans aucun doute le plus mûr pour la crise révolutionnaire. Pour cette raison, nous considérons l'Angleterre comme la clef de la situation. La France constitue l'anneau entre la Grande-Bretagne et le continent. Ici, d'une part, la situation économique extrêmement inquiétante n'a pourtant pas encore atteint un point où la famine LIMITE les intérêts des masses à l'unique recherche de leur subsistance. Au contraire, l'incapacité de la bourgeoisie de relever le pays de ses ruines, l'écart grandissant entre les prix et les salaires, la désorganisation du ravitaillement agissent comme stimulants sur les préoccupations politiques des masses et les poussent à chercher dans la lutte et les programmes des différents partis la SOLUTION des problèmes qui les harcèlent. D'autre part, si la déception envers le stalinisme, vers lequel les masses s'étaient portées au lendemain de la « libération », s'y fait sentir, comme en Belgique et dans la plupart des autres pays européens, cela ne suffit pas à enrayer la combattivité des masses, à la recherche d'une solution décisive. Les couches les plus arriérées du prolétariat et l'écrasante majorité des classes moyennes sont à leur tour entraînées dans le tourbillon des luttes politiques et sociales. C'est ainsi que s'expliquent les résultats des élections. Le parti communiste et le parti socialiste ont ensemble la majorité absolue dans l'Assemblée Constituante, ce qui signifie que de larges couches de la paysannerie ont voté pour eux. Le Parti Communiste, qui piétine ou qui recule dans les centres industriels, enregistre des gains considérables dans les régions agricoles. Cette même évolution a pu être observée également dans la COMPOSITION du Parti Communiste. Tandis que, à Paris, le nombre des membres du P.C.F. est tombé de 34.000 en 1937 à 29.000 en juillet 1945, le nombre des membres dans la région purement agricole du Morbihan est monté de 250 en 1937 à 12.000 en 1945 ! Le Parti Communiste apparaît ainsi comme l'héritier du parti radical défunt, dont il a d'ailleurs usurpé la phraséologie « jacobine ». Mais il ne faut pas s'y tromper : les masses petites-bourgeoises ont voté pour le P.C. beaucoup plus parce qu'elles le croient réellement COMMUNISTE que parce qu'il avait adopté un programme et un langage petit-bourgeois. Le parti socialiste a récolté des voix ouvrières que le P.C. a perdues (dans l'ensemble de la région parisienne et de la banlieue, il n'avait que 40 % des voix communistes en avril. Il en a plus que 60 % maintenant) et il a réuni surtout les suffrages de la petite-bourgeoisie citadine. Enfin, le M.R.P. est apparu très clairement comme LE parti de la bourgeoisie, qui a réuni toutes les forces conservatrices autour du général de Gaulle.

La capitulation du P.C.F. Ainsi, les masses laborieuses françaises avaient clairement voté pour un gouvernement socialiste-communiste. Le mot d'ordre du Parti Communiste Internationaliste, notre parti-frère français, s'est vu confirmé par la réalité. Mais en même temps que les masses votèrent pour un gouvernement PS-PC, elles plébiscitèrent de Gaulle ! Cette confusion n'est que l'expression de la politique lâche et hésitante des partis « ouvriers » envers celui qui apparaît déjà clairement comme le Bonaparte potentiel de la « IVe République ». Ni Blum, ni Thorez n'ont osé attaquer de front l'aurole du « premier résistant de l'Europe ». Le résultat, c'est que de nombreux électeurs communistes ont voté « oui » à la seconde question, avec le gros des électeurs socialistes. Le résultat, c'est que, à peine la Constituante convoquée, de Gaulle a pu manifester impunément ses velléités autoritaires. Le résultat, c'est que le PCF a capitulé de la façon la plus honteuse devant les exigences de la bourgeoisie et s'est laissé manœuvrer dans le nouveau gouvernement de coalition, où il sera forcé de s'OPPOSER à la volonté et aux revendications des travailleurs.

Dans son discours prononcé à la veille des élections, de Gaulle n'a pas hésité à caractériser les sept mois durant lesquels siégera l'Assemblée Constituante, comme l'ultime période pendant laquelle la « démocratie » pourra être éprouvée. Le gouvernement, solidement encadré par les hommes de main des trusts, sera incapable de résoudre quelque problème que ce soit. De Gaulle manœvrera de toutes ses forces pour faire retomber la responsabilité entière du « gâchis » qui en résultera sur les « politiciens », en premier lieu sur les stalinien. Les « dirigeants » ouvriers ne feront que faciliter la tâche du bonapartisme montant. Devant une grande partie des masses petites bourgeoises, de Gaulle pourrait bien apparaître après sept mois comme l'ultime « sauveur » qui, pour la seconde fois, « exprimera la voix profonde de la nation dans son heure la plus douloureuse ». Mais nous disons à dessein « pourrait ». Car cela présuppose un reflux des forces ouvrières. Or, aussi bien la situation internationale que la situation intérieure permettent d'espérer le contraire. Nos camarades français portent ici une lourde responsabilité. Les 8.000 voix du premier secteur de Paris — les 50.000 voix qu'ils auraient sûrement obtenues si un système électoral inique ne les avait empêchés de présenter des listes dans tous les secteurs de Paris ! — ont brusquement indiqué combien notre propagande réussit déjà à pénétrer dans les masses. La capitulation stalinienne devant de Gaulle et les multiples avatars futurs du gouvernement de coalition donneront un sens encore plus aigu au mot d'ordre trotskyste : GOUVERNEMENT SOCIALISTE-COMMUNISTE ! Les masses seront irrésistiblement attirées vers la gauche. C'est dans la mesure où la volonté de lutte, le courage, la décision du prolétariat, multipliées par la hardiesse et la science politique de l'avant-garde révolutionnaire, réussiront à barrer la route au bonapartisme, que l'expérience de l'Assemblée Constituante pourra devenir une étape décisive de la montée révolutionnaire en France !

Les révolutions en Extrême-Orient. Tandis que la montée révolutionnaire en Grande-Bretagne et sur le continent passe encore par un stade préparatoire et reflète tout le ralentissement dû à l'absence de la révolution allemande et à la solide domination impérialiste et stalinienne sur l'Europe, c'est en Extrême-Orient que se produisent actuellement les explosions révolutionnaires les plus importantes à l'issue de la deuxième guerre mondiale. Le soulèvement des masses avait rapidement donné le pouvoir aux groupements nationalistes petit-bourgeois en Indo-Chine et en Indonésie (il est impossible de discerner sociologiquement une « bourgeoisie » indigène dans ces pays), grâce à la capitulation brusque de l'impérialisme japonais qui y avait créé un « vide ». Mais de par leur nature même, ces gouvernements nationalistes sont incapables de résister longtemps à la monstrueuse guerre de conquête que toutes les puissances impérialistes réunies ont froidement déclenchée contre ces peuples luttant pour leur indépendance. Ils en sont incapables, non seulement à cause de leur faiblesse matérielle, qui est l'expression de l'état arriéré du pays, mais surtout à cause de leur nature sociale, qui les empêche de résoudre radicalement les problèmes les plus urgents pour les masses, en premier lieu le problème agraire. Une continuation prolongée de leur résistance n'est possible qu'à travers l'exaspération des contradictions impérialistes (en premier lieu grâce au rôle possible de l'impérialisme américain, qui pourrait bien envisager favorablement la création d'Etats « indépendants » sous sa tutelle) et la pression croissante du prolétariat mondial (à laquelle la IVe Internationale seule a essayé de donner un caractère organisé et conscient, qui se manifeste déjà en Hollande, en Australie, aux Indes et en France). Mais la « localisation » du mouvement d'émancipation coloniale en Annam et à Java s'avérera une étape transitoire, pendant laquelle l'extrême faiblesse du prolétariat fera fatalement de la question de l'indépendance l'unique question dominante. Tôt ou tard, le mouvement franchira les frontières de la Chine et des Indes. Un prolétariat fortement concentré, ayant derrière lui l'expérience de plusieurs crises révolutionnaires et ayant passé par l'école de plusieurs organisations révolutionnaires, posera les problèmes de la révolution coloniale à sa façon : il esayera de les résoudre à travers l'expropriation de sa propre bourgeoisie et la construction d'une FEDERATION